



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Application Reporty à Nice

Question écrite n° 5679

Texte de la question

M. Cédric Roussel attire l'attention de M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur le dispositif Reporty expérimenté durant deux mois au sein de la ville de Nice. Cette application aurait pour objet d'accroître la sécurité sur le territoire. Nice est d'ores et déjà équipée de 1 950 caméras, ce qui en fait la ville la plus surveillée de France avec 27 caméras au km². La sécurité sera dorénavant assurée en sus par les citoyens eux-mêmes équipés. Cette application leur permet donc, depuis le 15 janvier 2018, de filmer lorsqu'ils sont les témoins d'une incivilité, et de transmettre leur vidéo en direct au centre de vidéosurveillance de la police municipale. L'utilisation de cette application mène à plusieurs questionnements, dont M. le député souhaite connaître son avis. Premièrement, ce dispositif concède un nouveau statut au citoyen qu'est celui d'être un adjoint à la sécurité alors même que celui-ci n'est nullement formé pour cela. Aussi, cette nouvelle mission ne peut-elle pas engendrer une passivité du citoyen en ce qui concerne leur réactivité et leur investissement au moment de la commission de l'infraction, qui préférera filmer plutôt qu'intervenir directement ? Deuxièmement, on est en France dans le pays du « conflit du voisinage », ce qui ne peut être ignoré. La sécurité assurée par des citoyens entretient une relation pernicieuse avec la vengeance privée. Face à ce constat, il souhaite connaître son avis quant à l'encadrement de ce dispositif si celui-ci devait être pérennisé.

Données clés

Auteur : [M. Cédric Roussel](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (3^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 5679

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : [Intérieur](#)

Ministère attributaire : [Intérieur](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [20 février 2018](#), page 1322

Question retirée le : 21 juin 2022 (Fin de mandat)